

Ligne Auch-Toulouse : les élus LFI s'inquiètent pour la seule ligne ferroviaire du Gers et invitent le train au conseil municipal d'Auch

La ligne ferroviaire Auch-Toulouse va s'inviter mercredi soir au conseil municipal d'Auch. Les élus insoumis dénoncent un désengagement progressif et l'absence d'investissements réels. L'État assure de son côté que la desserte reste sécurisée.

La ligne ferroviaire Auch-Toulouse s'invite au prochain conseil municipal d'Auch, mercredi 24 septembre. Les élus de La France insoumise poseront une question orale pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "planification de la disparition" de la seule ligne ferroviaire gersoise.

"Chronique d'une mort annoncée" pour LFI

Dans leur texte, les élus insoumis estiment que l'enveloppe de 4 M€ annoncée par la Région en mai n'offre qu'un sursis technique. Elle permettrait de lever une dérogation de sécurité et de maintenir les circulations jusqu'en 2030, mais sans amélioration réelle.

Ils rappellent que le CPER 2015-2021 fléchait 51 M€ pour la ligne, que 14,4 M€ de travaux planifiés ont disparu et que le CPER 2023-2027 ne comporte plus que 3,5 M€. "Aucune amélioration n'est envisagée d'ici 2030, ni cadencement, ni électrification, ni doublement de voie", déplorent-ils.

Les Insoumis craignent également que le futur RER toulousain (SERM) se traduise par un maintien de la portion périurbaine autour de Toulouse, pendant que le tronçon vers Auch serait laissé à l'abandon ou remplacé par des bus.

Face à ces inquiétudes, l'opposition a prévu de soumettre une série de questions aux élus auscitains. "Il faut que les élus municipaux, communautaires, mais aussi les élus du Département, interrogent la Région, la SNCF, l'État. Pour cela, ils doivent s'impliquer davantage et se saisir de cette question de la ligne. Nous les trouvons étrangement absents sur ce thème", regrette Pascal Levieux, représentant de LFI dans le Gers, mais qui ne siège pas au conseil municipal d'Auch.

C'est Thierry Ferron, conseiller municipal auscitain, qui prendra la parole pour le mouvement. "Nous souhaitons savoir si les 4 M€ annoncés recouvrent en réalité les 3,5 M€ déjà signés au CPER 2023-2027. De plus, il est important de demander quels aménagements concrets étaient prévus par les 14,4 M€ disparus, si la convention tripartite de 5,3 M€ de 2022 reste valable. Et enfin, nous voulons savoir la ligne a véritablement changé de statut pour devenir "réseau structurant", impliquant un financement intégral par l'État".

Les élus appellent aussi à la tenue d'un Comité de ligne, afin d'associer usagers et associations, et demandent un plan clair pour l'avenir de la desserte. Pour eux, l'absence de perspectives au-delà de 2030 équivaut à "organiser la disparition de la ligne".

Pour le député Cazeneuve, "l'État n'a pas failli"

Dans le même temps, le député Renaissance du Gers Jean-René Cazeneuve a également réagi sur cette question de la ligne Auch-Toulouse. Dans un communiqué, il estime que "la ligne ferroviaire est bien plus qu'une simple desserte, elle constitue une véritable ligne de vie pour le Gers".

Selon lui, l'État "n'a jamais cessé de tenir ses engagements" et financera bien sa part des 3,5 M€ inscrits au CPER 2023-2027. La véritable menace serait venue, affirme-t-il, de la suspension de la participation de la Région, avant son retour autour de la table en mai 2025. Cette reprise d'engagements permettrait de "sécuriser les travaux indispensables et d'écartier le risque d'interruption du trafic à l'horizon 2026".

Le député insiste également sur l'intégration de la ligne Auch-Toulouse dans le futur Service express régional métropolitain (SERM), destiné à renforcer la fréquence et la qualité du service. Il souligne enfin que la desserte sera examinée spécifiquement lors de la conférence nationale Ambition France Transports, chargée de clarifier le financement et la classification des petites lignes ferroviaires.

Deux récits s'affrontent donc : pour les Insoumis, la ligne est menacée de disparition progressive, faute d'investissements suffisants et sans engagements concrets des différents partis. Pour Jean-René Cazeneuve, au contraire, l'État est au rendez-vous et la pérennité est garantie grâce au retour de la Région.

Pour les élus de la Région, la question sera abordée ce week-end aux Rencontres de la gauche prévues à Bram.

En attendant des réponses concrètes, les usagers observent avec inquiétude que leur "ligne de vie" reste fragile.